

BRÈVES AGRICOLES d'Ukraine et de Moldavie

Une publication du SE de Kyïv
Avril à mai 2025

1. Guerre & affaires intérieures

***Guerre :** Les infrastructures agricoles et portuaires continuent d'être régulièrement touchées par des attaques aériennes russes. D'après un [rapport publié mi-mai](#) par l'organisation non-gouvernementale néerlandaise *Global Rights Compliance*, ces frappes feraient partie d'une stratégie délibérée de la Russie d'attaquer le secteur agricole ukrainien afin, d'une part, d'affaiblir économiquement l'Ukraine (en s'attaquant à un secteur économique crucial, notamment car il est une source importante de devises étrangères) et, d'autre part, de gagner des parts de marché internationales au détriment de l'Ukraine.

Ainsi, fin mai, des drones ont touché des entrepôts d'une entreprise agricole de boulangerie dans la région de Kharkiv (est du pays), détruisant des machines agricoles, et des bâtiments d'Agrico (coopérative néerlandaise semencière de plants de pomme de terre) situés dans la région de Tchernihiv (nord-est du pays), détruisant des stocks et des machines agricoles. Un entrepôt de céréales a également été touché par des drones dans la région de Dnipropetrovsk (centre du pays). A la même période, le port d'Odessa a fait l'objet de frappes, lors desquelles une personne est morte et huit ont été blessées. Mi-mai, c'est le port de Tchernomorsk qui a été touché par une frappe. Début mai, des infrastructures ferroviaires et une ferme dans la région d'Odessa ont également été touchées. A la même période, une usine d'alimentation animale dans la région de Soumy (nord-est) a été touchée par une frappe de drones. Fin avril, une ferme laitière dans la région de Kharkiv a été touchée par des frappes de drones. Un élevateur a également été détruit dans la région de Kherson (sud du pays).

Le PAM constate une dégradation de la situation, avec des conséquences directes sur les opérations qu'il mène. Ainsi, alors que 28 incidents avaient été enregistrés en 2024, 18 l'ont été depuis le début de l'année 2025, dont sept pour le seul mois de mai. Notamment, le 30 mai, un entrepôt d'un de ses partenaires a conduit à la destruction de 19 t de nourriture.

Début mai, en raison des combats, un peu plus de 600 vaches ont été transportées de la région de Soumy (nord-est du pays) à celle de Rivne (nord-ouest du pays).

***Territoires occupés :** Début mai, un navire russe aurait exporté 3 900 t de blé venant des territoires ukrainiens occupés depuis le port de Berdiansk jusqu'au port de Famagouste, situé au nord de l'île de Chypre, via le port de russe de Temryouk. Fin avril, un navire appartenant à la « flotte fantôme » russe a été arraisonné par les services de sécurité ukrainien (SBU) et le service maritime des gardes-frontières : fin 2024, il aurait transporté depuis le port de Sébastopol 5 000 t de blé provenant des territoires ukrainiens occupés méridionaux.

Début mai, le forum agraire national ukrainien (UNAF, qui rassemble les principales organisations professionnelles agricoles ukrainiennes) a appelé le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à ratifier dans les meilleurs délais la loi n°[12148](#), adoptée fin mars par la Verkhovna Rada (le parlement ukrainien), qui exempte les agriculteurs qui ne peuvent plus cultiver leurs terres du fait de la guerre (combat, occupation, destruction, etc.) de leurs obligations bancaires (notamment en mettant en place un moratoire sur le paiement de leurs dettes et en interdisant les pénalités supplémentaires et les saisies).

Mi-avril, le mouvement de résistance « Ruban jaune » rapportait que, dans la partie occupée de l'oblast de Kherson (sud du pays), les agriculteurs seraient forcés à acheter des semences produites par un semencier russe de la région de Rostov.

***Mykolaïv :** Dans [une entrevue](#) donnée mi-mai à *Latifundist.com*, le directeur de la logistique de Nibulon, Serhiy Kalkutin, estime que la réouverture du port de Mykolaïv permettrait aux agriculteurs du centre et de l'est de l'Ukraine de réduire leur coût logistique de 2 à 4 USD par tonne. Il affirme que ce port a les capacités d'exporter 16 Mt de céréales et d'oléagineux par an.

Début avril, la *European Business Association* a publié un appel demandant au gouvernement ukrainien de rouvrir le port de Mykolaïv et de renforcer la sécurité en mer Noire. Outre la réouverture du port et l'évacuation des navires qui y sont bloqués depuis février 2022, l'EBA suggère au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour renforcer la protection des infrastructures portuaires, pour avancer dans le déminage maritime et terrestre des terres agricoles de la région et pour rouvrir le port de Kherson. D'après elle, ces mesures permettraient de soutenir les exportations ukrainiennes en baissant les coûts logistiques et d'assurance.

***Pollution des sols :** Fin mai, Nibulon a annoncé avoir réalisé des essais pour inspecter 70 ha de terres potentiellement minées dans la région de Mykolaïv (sud du pays), grâce à un dispositif combinant des prises de vues aériennes par des drones (à raison de 1 000 photographies par hectare) et leur analyse grâce à un logiciel d'intelligence artificielle (Spotlight AI). Lors de cet essai, 105 objets potentiellement dangereux ont été détectés et classés.

Fin mai, le vice-ministre de l'économie chargé du déminage, Ihor Bezkaravaynyi, s'est inquiété du fait que peu d'agriculteurs aient recours au programme du gouvernement consistant à indemniser la dépollution de leurs terres. En effet, depuis le lancement du programme en septembre 2024 jusque mars 2025, seuls 225 demandes ont été déposées et 189 ont été refusées (soit 84% d'entre elles), car elles sont incomplètes ou concernent des terres qui ne sont pas éligibles. Ainsi, en tout, seuls 2 025 ha ont été déminés.

En outre, en 2025, l'État a prévu de consacrer 3 Md UAH (soit environ 61,5 MEUR), contre 500 MUAH (soit environ 10 MEUR) en 2024. Pour mémoire, d'après la Banque mondiale, 29 Md USD seraient nécessaires pour dépolluer complètement le pays.

Le ministère de l'économie a également annoncé que, tous niveaux d'habilitation confondus, 101 opérateurs (dont 93 opérateurs ukrainiens, parmi lesquels on compte 32 structures publiques) ont été certifiés par l'État ukrainien pour agir en matière de déminage humanitaire.

Début mai, le premier vice-ministre de l'agriculture, Taras Visotsky, a annoncé que l'objectif pour le gouvernement ukrainien était de déminer 65 000 ha de terres agricoles en 2025. En quatre mois, 11 600 ha, soit 20% de cet objectif, auraient été déminés.

***Mobilisation :** Fin mai, le ministère de la transformation numérique a annoncé la mise à jour du décompte des personnes mobilisées au sein des entreprises jugées critiques pour l'économie ukrainienne (et bénéficiant à ce titre de la possibilité de réserver 50% de son personnel pouvant être mobilisé – le secteur agricole en fait partie): désormais, les hommes mobilisés après le 18 mai 2024 seront pris en compte dans le décompte. Par exemple, si, dans une entreprise employant 100 hommes mobilisables, 20 ont été mobilisés après le 18 mai 2024, elle pourra réserver non pas la moitié de 80 personnes, mais la moitié de 100.

D'après une étude publiée mi-mai par Helvetas (l'organisation de coopération suisse) et réalisée en lien avec le service d'État de l'emploi et la fédération des employeurs d'Ukraine, 39% des entreprises agricoles ukrainiennes rencontreraient des difficultés de recrutement de personnels.

Début avril, *Latifundist.com* a publié [une enquête](#) sur les difficultés de recrutement de cadres dans les *agro-holdings*: outre les conséquences de la mobilisation, de l'émigration et de la concurrence accrue au sein du marché ukrainien, entre secteurs et entre entreprises, cette difficulté serait également due aux nouvelles

attentes des cadres en matière de rémunération, de télétravail, de carrières ou de culture d'entreprises.

***Paix :** Mi-avril, des discussions sur la sécurité maritime en mer Noire se sont tenues à Ankara entre la Turquie, la France, le Royaume-Uni et l'Ukraine.

***Grain from Ukraine :** Début avril, le ministre de la politique agricole et de l'alimentation, Vitali Koval, a dressé un bilan de l'initiative *Grain from Ukraine*: fin mars 2025, 35,5 MUSD avaient été promis par 29 pays. Les prochains pays bénéficiaires devraient être le Bangladesh, le Tchad, le Mozambique, le Pakistan et la Syrie.

2. Production et filières agricoles

***Climat et changement climatique :** En avril et en mai, les conditions climatiques en Ukraine ont été assez défavorables dans plusieurs régions avec une sécheresse dans le sud du pays et une vague de froid en avril (qui aurait été l'une des plus violentes de ces dernières décennies). Les avis sur les conséquences de cette météo sur les cultures sont encore partagés, notamment quant à leur gravité. Concernant la vague de froid, certains soulignent les retards pris dans les semis ou les surfaces qui ont dû être de nouveau semées. Plusieurs s'inquiètent des conséquences pour la récolte de fruits (pommes), des fruits à noyaux (cerises, abricots, pêches), des baies (fraises, framboises) ou encore des oléagineux (notamment le colza, qui était en période de floraison, et, dans une moindre mesure, le soja).

***Semis de printemps 2025 :** Fin mai, le ministère de l'agriculture a publié un état des semis.

	Surfaces prévues de semis de printemps (ha)	Surfaces semées fin mai 2025 (ha)	Surfaces semées totales 2024/25 (ha)
Mais	4,15 M	3,9 M	3,8 M
Orge de printemps	611 000	744 000	1,41 M
Blé de printemps	222 700	217 000	4,9 M
Pois	216 500	212 000	210 000
Avoine	161 600	159 000	164 000
Sarrasin	86 800	66 000	90 000
Millet	85 500	66 000	90 000
Tournesol	5,17 M	4,7 M	4,9 M
Soja	2,42 M	2,2 M	2,6 M
Colza d'hiver et de printemps	1,17 M	0	1,3 M

***Prévisions pour la récolte 2025/2026 :** Mi-avril, l'USDA a publié ses prévisions pour la prochaine campagne 2025/2026, mises à jour début mai: pour l'Ukraine, elle prévoit, pour le blé, une baisse de la production mais une augmentation des exportations et, pour le maïs, une augmentation de la production et des exportations (cf. tableau ci-après).

***Prévisions pour la récolte 2024/2025 :** A la même période, l'USDA a revu ses prévisions pour la campagne en cours, ne révisant, légèrement à la hausse, que les prévisions pour les exportations de blés (+500 000) et confirmant les autres.

Production (Mt)	2025/2026 (USDA, prév.)	2024/2025 (USDA, prév.)	2023/2024 (USDA, est.)	2022/2023 (USDA)
Blé	23 16,5 1,49	23,4 16,0	23,0 18,6	21,5 17,1
Maïs	30,5 24 0,6	26,8 22,0	32,5 29,5	27,0 27,1

***Tomate :** Le site spécialisé *Tomato News* a publié son [classement pour 2024](#) des 50 plus grosses entreprises produisant des tomates, parmi lesquelles figure, à la 19^e place, l'entreprise ukrainienne Agrofusion (qui cultive 32 000 ha, principalement dans les régions méridionales de Kherson et Mykolaïv), avec 459 000 t de tomates.

***Soja :** Début mai, Ukroliyprom (association professionnelle qui rassemble les producteurs ukrainiens d'huiles végétales) a annoncé que, en raison de la faible disponibilité des graines de tournesol (due à la mauvaise récolte) et des graines de colza (due à une forte exportation), plus 2,5 Mt de soja devraient être triturées en Ukraine pour la campagne 2024/2025.

***Sucre :** D'après le premier vice-ministre de l'agriculture, Taras Visotsky, les surfaces de betteraves à sucrer vont passer de 260 000 ha à 210 000 ha pour la prochaine saison. Il impute cette baisse à la réduction du contingent tarifaire de sucre avec l'UE.

***Lait & produits laitiers :** Fin mai, l'association des producteurs de lait (AVM) a publié la [Ukraine Dairy Map 2025](#), qui se fonde notamment sur les statistiques du service des statistiques d'État ukrainien. D'après elle, le cheptel laitier continue de diminuer en Ukraine : ainsi, entre 2024 et 2025, ce cheptel serait passé de 1,29 M à 1,15 M de vaches. La taille du cheptel des entreprises aurait légèrement augmenté (passant de 38 200 à 38 600 vaches), alors que la taille du cheptel dans les élevages domestiques aurait continué de baisser (de 88 100 à 76 900 vaches), ce qui confirmerait la dynamique des dernières décennies.

Fin avril, d'après l'AVM, lors du premier trimestre 2025, pour la première fois depuis l'indépendance, les entreprises ont produit plus de lait (771 000 t, soit +5% par rapport à 2024) que les ménages (676 000 t, soit -12% par rapport à 2024).

***Viande de volaille :** Fondée en janvier 2025 à la suite de la fusion de plusieurs entreprises agricoles, Avesterra Group cultive 3 000 ha pour la production d'alimentation animale et produit 53 000 t de viande de poulet par an grâce à 100 poulaillers. L'entreprise a annoncé fin mai lancer d'ici la fin du mois de juin 2025 une nouvelle usine de production de viande de volaille, située en Volhynie (ouest du pays).

***Œufs :** Début mai, Oliyar (une entreprise qui produit de l'huile et des tourteaux de tournesol, de soja et de colza) a annoncé vouloir construire vingt poulaillers, pouvant accueillir 2,3 M de poules pondeuses et produire 1,6 M d'œufs par jour.

***Fécule :** Début avril, l'entreprise Strong Energy West, active dans la région de Lviv (à l'ouest du pays), a expliqué développer la culture de fécule de pomme de terre : ainsi, sur les 1 300 ha de pommes de terre qu'ils cultivent, 450 ha seront consacrés aux variétés féculières, auxquels s'ajouteront les productions de leurs agriculteurs partenaires, sur 600 ha.

***Biométhane :** Fin mai, le président de l'association de bioénergie d'Ukraine, Georgiy Geletukha, a annoncé que trois nouveaux sites de production de biométhane devraient être bientôt mis en service en Ukraine, en sus des quatre unités de production qui fonctionnent actuellement.

Mi-mai, MHP (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 362 000 ha, principalement pour la production de viandes de volailles) a annoncé avoir lancé la production de biométhane liquéfié (*Bio-LNG*) et son exportation vers l'UE.

***Chanvre :** A l'occasion du lancement de son usine située dans l'oblast de Jytomyr (centre-ouest) courant mai, l'entreprise Ma'Rijany a publié des données à jour : la nouvelle usine peut valoriser l'ensemble du chanvre et produire ainsi, notamment, des fibres longues (utiles pour le textile et les tissus techniques) et des fibres courtes (utiles pour le papier et l'isolation). Elle a une capacité de transformation de 14 000 t par an (destiné principalement au marché européen du textile et au marché ukrainien) et a planté 1 200 ha de chanvre industriel en 2025 (contre 890 ha en 2024).

D'après le ministère de l'agriculture, fin mai, 38 entreprises de production et de transformation du chanvre se sont enregistrées sur le système gouvernemental «*Коноплі*» («*e-Chanvre*») depuis son lancement en mars 2025. Sur ces 38 entreprises, 27 entreprises agricoles ont déclaré prévoir de cultiver en tout 3 258 ha de chanvre.

***Engrais :** Mi-mai, l'entreprise *Cherkasy Azot* (filiale du groupe Ostchem, filiale de Group DF qui appartient à Dmytro Firtasch) a repris son activité de production d'engrais minéraux (ammoniac, urée, ammonitrate et acide nitrique) après une interruption de trois semaines consécutives aux frappes russes sur les infrastructures gazières de la ville de Tcherkassy (centre de l'Ukraine).

Début mai, le ministre de la politique agricole et de l'alimentation, Vitali Koval, a réuni les représentants du secteur des engrais de synthèse pour évoquer la question du développement de la production domestique et des exportations, notamment vers l'Afrique et le Moyen-Orient.

***UCAB :** Fin mai, l'UCAB (association qui rassemble les *agro-holdings* ukrainiennes) a participé à une visite à Bruxelles organisée par le dialogue politique agricole germano-ukrainien. Dans ce cadre, ils ont rencontré la Commission européenne (DG AGRI, DG NEAR), le Parlement européen, le Comité européen social et économique et la COPA-COGECA.

***UAC :** Mi-mai, le directeur adjoint de l'UAC (le conseil agraire ukrainien, qui représente 1 300 entreprises agricoles familiales et patronales de moyenne et grande taille) a déclaré que, s'agissant des aides de l'UE à l'environnement, l'analyse de son organisation était que la meilleure option était « de ne rien faire et de ne rien recevoir. Pas même pour avoir accès au marché européen. [...] Ainsi, si l'Etat nous impose des restrictions environnementales, il doit les compenser ».

3. Politiques économiques et agricoles

***Inflation :** En mai, l'inflation a atteint 15,9% en glissement annuel, contre 15,1% en avril et 14,6% en mars. Dans son rapport sur l'inflation d'avril 2025, la banque centrale d'Ukraine (NBU) prévoit que l'inflation retombe à partir de cet été pour atteindre 8,7% d'ici la fin de l'année 2025 puis 5% en 2026.

D'après l'UCAB, en un an, le prix d'un traditionnel panier de Pâques (qui comprend un gâteau de Pâques, des œufs de Pâques, du sel, des radis et une bougie) a augmenté de 33%, du fait de la hausse du prix des œufs, du lait et du beurre.

***Simplification :** En avril puis en mai, le ministère de l'économie ukrainien a annoncé la suppression, en tout, de plus de 260 exigences réglementaires, dont 40 concernent le secteur agricole. Cette mesure devrait permettre aux entreprises d'économiser en tout près de 1 Md UAH (soit environ 20,5 MEUR).

***Lutte contre la fraude :** D'après les douanes ukrainiennes, la proportion d'importations « grises » (i.e qui rentrent en Ukraine sans respecter totalement la réglementation douanière) aurait atteint 11,6% en 2024. Ce serait un niveau historiquement bas, cette proportion atteignant 25,3% en 2018.

Mi-mai, le bureau de la sécurité économique d'Ukraine (ESBU) a annoncé avoir démantelé une entreprise de contrefaçons de semences situées dans la région de Kyïv et de Kharkiv (est du pays). Lors d'une perquisition, deux tonnes de semences contrefaites ont été saisies. Deux suspects ont été arrêtés, l'enquête suit son cours.

Début mai, l'ESBU a rapporté mener une enquête pour abus de bien social à l'encontre d'un ancien gestionnaire d'élevateurs d'une entreprise publique de production agricole, qui aurait volé et vendu 650 t de maïs. Le préjudice s'élèverait à 2,3 MUAH (soit environ 47 000 EUR).

Début mai, l'ESBU a annoncé avoir démantelé un réseau produisant de manière industrielle des contrefaçons de produits phytosanitaires et d'autres intrants agricoles, grâce à des ateliers situés dans les régions de Transcarpathie (ouest du pays), de Tcherkassy (centre du pays) et de Poltava (est du pays).

***Lutte contre la corruption :** Fin mai, le bureau national anti-corruption (NABU) a annoncé que l'ancienne directrice chargée du cadastre de la région de Kyïv avait été extradée d'Allemagne vers l'Ukraine et placée en détention provisoire. Elle est soupçonnée d'avoir

participé au vol de plus de 1 200 ha de terres. Le préjudice s'élèverait à 1,8 Md UAH (soit environ 37 M EUR).

Dans le cadre de l'enquête concernant le ministre de la politique agraire et de l'alimentation, Vitali Koval, pour des soupçons de corruption, la haute cour anti-corruption a donné début mai une suite favorable à la demande du parquet anti-corruption (SAPO) de saisir les deux appartements à l'origine de l'enquête. Pour rappel, mi-novembre, à la suite d'un signalement de l'ONG « quartier général anti-corruption », le NABU a lancé une enquête pour des soupçons d'enrichissement illégal car il habite un appartement d'une valeur de 17,7 MUAH (soit environ 400 000 EUR), qui appartient à sa belle-mère, retraitée.

Début mai, l'agence nationale pour la prévention de la corruption (NACP) a lancé cinq enquêtes pour de risques de corruption au sein de l'agence « Forêts d'Ukraine ». A la lumière de cas passés douteux, la NACP considère que les mécanismes permettant de choisir les parcelles forestières sur lesquelles mener des travaux forestiers ou construire des infrastructures sont trop opaques. Elle a envoyé une proposition d'acte réglementaire permettant de pallier ce risque.

Fin mai, l'ESBU a également révélé qu'un marché public pour un logiciel de gestion lancé par l'agence « Forêts d'Ukraine » avaient été largement surestimés. D'après l'ESBU, le coût annoncé de 240 MUAH (soit environ 4,9 MEUR) serait surestimé de plus de 180 MUAH (soit environ 3,7 MEUR). En outre, le marché contiendrait des clauses discriminatoires permettant de favoriser un candidat en particulier. « Forêts d'Ukraine » se défend en expliquant que le prix aurait été estimé par un institut publique extérieur, chargé du développement informatique. L'ESBU a envoyé une lettre au service d'audit de l'État d'Ukraine et au comité anti-monopole d'Ukraine leur enjoignant d'étudier ce marché public.

***Tchernobyl :** Dans le [Journal of Environmental Radioactivity](#), une équipe de chercheurs anglo-ukrainiens a proposé un protocole permettant de cultiver les terres agricoles situées dans la zone d'exclusion de l'ancienne centrale nucléaire de Tchernobyl sans que cela ne pose de risques aux producteurs ou aux consommateurs de ces denrées. Début mai, le ministère de l'environnement ukrainien et l'agence d'État de gestion de la zone d'exclusion ont rappelé que cette étude ne remettait pas en question l'interdiction actuelle de cultiver des terres agricoles au sein de cette zone.

***Privatisations :** En avril et en mai, la presse a relayé les difficultés rencontrées par le fonds de propriété de l'État (SPFU) pour que de l'académie nationale des sciences agraires de l'Ukraine (NAAS) lui transfère 135 200 ha des 276 700 ha qu'elle gère encore aujourd'hui, afin d'en assurer une gestion plus transparente. Alors que, par le passé, plusieurs cas d'abus de biens sociaux ont été liés à ces terres, la NAAS explique que les terres à sa disposition auraient décré de 40% et que ce transfert menacerait ses activités de recherche.

Mi-avril, la « Banque foncière » (*Land Bank*) du SPFU a annoncé les premières mises aux enchères, pour la location, de pâturages et de prairies. Les baux sont de 14 ans.

***Assurances :** Fin mars, la BERD a annoncé que les premières compagnies ukrainiennes ont commencé à bénéficier de la nouvelle garantie *Ukraine Recovery and Reconstruction Guarantee Facility* (URGF). Annoncée en décembre 2024 et mise en place avec la compagnie d'assurance Aon, l'URGF est destinée à des compagnies internationales de réassurance, cette garante doit permettre à des compagnies d'assurance ukrainiennes de couvrir les pertes liées à certains risques de guerre. Pour l'instant, seul le fret intérieur (marchandises et matériels roulants – camions et trains) est couvert. Ce programme a reçu notamment le soutien financier de la France.

***Ministre de l'agriculture :** Vitali Koval continue de promouvoir ses priorités en matière de politique agricole : la substitution aux importations (ex. sur les rations militaires), le développement de la valeur de la production agricole en Ukraine et des exportations, notamment via la valorisation des grandes en développant l'élevage (de volaille, porcin ou laitier) et en transformant davantage de produit en Ukraine (notamment en triturant davantage de colza et de soja en Ukraine et en produisant davantage de biométhane). D'après lui, l'Ukraine pourrait transformer 22 Mt de produits agricoles chaque année mais ce potentiel ne serait utilisé qu'à 65%.

Dans une longue [entrevue](#) à *Ukrinform* mi-avril, Vitali Koval a notamment affirmé que, en Ukraine, 23% de la production agricole était produite par des « grandes entreprises », 77% des petites et moyennes entreprises dont 44% sont des petits agriculteurs avec « des dizaines d'hectares ». Il rapporte également que, d'après la Banque mondiale, le déficit de financement annuel du secteur agricole ukrainien serait de 858 Md UAH (soit environ 17,6 Md EUR).

***Développement agricole :** Mi-mai, Oleksandr Batatin, conseiller de Vitali Koval, a publié mi-mai une tribune dans laquelle il énumère les principales filières agro-industrielles qui seraient les plus prometteuses en Ukraine compte tenu de la disponibilité abondante de la matière première agricole nécessaire ; il s'agit du bioéthanol, de l'acide citrique, de la levure, de la fécule et de l'amidon ainsi que du dextrose.

Fin avril, Vitali Koval a annoncé la constitution d'un portefeuille de projets d'investissements dans le secteur agricole d'au moins 10 MUSD afin de démarcher les institutions financières locales et internationale, publiques et privées.

Fin mai, à l'occasion d'un séminaire sur l'industrie agro-alimentaire, Vitali Koval a souligné les priorités du ministère : la substitution aux importations, la bioénergie, l'introduction d'innovations technologiques, la diffusion de l'initiative « Купуй українське » (« achetez ukrainien ») au niveau international et le développement des exportations. Dans le cadre de cette conférence, les enjeux suivants ont été identifiés pour chaque filière :

	Défis	Solutions évoquées
Oléagineux	Sous-utilisation des outils industriels ; faible transformation domestique du soja et du colza.	Introduire des droits à l'exportation.
Lait	Sous-utilisation des outils industriels ; économie informelle ; conflit entre producteurs et transformateurs.	Restructuration des fermes ; accès plus stable au marché de l'UE ; croissance de la consommation domestique.
Viande (notamment porcine)	Production ne permettant pas de couvrir la consommation domestique (cheptels trop petits, pratiques inefficaces, risque vétérinaire, peu de coordination entre producteurs et transformateurs).	Diffusion des nouvelles technologies, développement de l'exportation vers l'Asie (Vietnam et Philippines), association des transformateurs et des producteurs.
Sucre	Réduction des surfaces, de la production, et des exportations (pertes des marchés d'Asie centrale, fermeture du marché européen), base industrielle vétuste, peu de commerce maritime par conteneurs.	Modernisation des usines, irrigation et développement des exportations en dehors de l'UE (avec un potentiel estimé à plus de 2 Mt de sucre).
Bioéthanol	Rentabilité fluctuante (due aux fluctuations des coûts de l'énergie et des céréales), fiscalité.	Développement des systèmes associant biogaz, élevage et bioéthanol ; développement des exportations (y compris des équipements), levées des obstacles fiscaux et réglementaires.
Céréales	Conséquences de la guerre : baisse de la production et de la consommation, perturbation des chaînes logistiques, incertitude commerciale avec l'UE	Développement de la transformation domestique (ex. pâtes), entrée dans de nouveaux marchés, modernisation des usines, soutien de l'UE.

***Foncier agricole :** Fin mai, Vitali Koval a publié un nouveau bilan de la seconde étape de la libéralisation du marché foncier. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2024, 148 000 parcelles, représentant 442 700 ha, ont été vendues. 39 200 parcelles, représentant 120 050 ha, l'ont été par des personnes morales. Le prix moyen d'un hectare de terres serait passé de 38 800 UAH en décembre 2023 (soit environ 795 EUR) à 53 100 UAH en mars 2025 (soit environ 1 088 EUR), soit une augmentation de 37%. Pour mémoire, la première phase de la réforme foncière, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2021, autorisait les achats de terres, pour les personnes physiques ukrainiennes, dans la limite de 100 ha. La seconde phase de la réforme foncière, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024, autorise les personnes morales ukrainiennes à acheter des terres dans la limite de 10 000 ha et supprime la limite d'achat pour les personnes physiques ukrainiennes.

***Enseignement supérieur :** Fin mai, Vitali Koval a annoncé que le nombre de places d'étudiants au niveau de la licence et du magistère dans les spécialités agricoles ouvertes par l'État avait globalement augmenté de 10% entre 2024 et 2025 (détail ci-après).

Spécialités	Nombre de places en 2025 (augmentation par rapport à 2024)	
	Licence	Magistère
Agronomie	2 200 (+90)	900 (+100)
Aquaculture	250 (+60)	125 (+45)
Agro-ingénierie	1 500 (+40)	715 (+155)
Maraîchage	250 (+20)	87 (+13)
Élevage		335 (+115)
Vétérinaire		925 (+205)
Gestion forestière		225 (+1)
Total	5 300 (+150)	2 394 (+440)

***SAR/DAR:** Mi-mai, le gouvernement a adopté [une résolution](#) appliquant la loi d'août 2024 sur le registre agraire de l'État (SAR/DAR), qui est l'une des conditionnalités du plan Ukraine.

***OGM:** Fin mai, le gouvernement a adopté [une résolution](#) appliquant la loi d'août 2023 sur les organismes génétiquement modifiés, qui avaient suscité de nombreuses réactions en raison des écarts existant avec la réglementation européenne.

En raison de la sécheresse de 2024, les tritrateurs ukrainiens doivent composer avec un déficit de matière premières, notamment en tournesol. Pour y faire face, Stepan Chernivaskyi, vice-président du comité agraire de la Rada, a émis l'idée mi-avril que la loi pourrait être modifiée afin d'autoriser l'importation en Ukraine de graines de colza OGM, qui pourraient être triturées puis réexportées. Le ministère de l'agriculture a exclu la possibilité d'octroyer des exceptions tant que la loi sur les OGM n'est pas entrée en vigueur en septembre 2026.

***Houblon:** Mi-avril, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a signé [la loi n°4341-IX](#) sur le houblon et les produits issus du houblon, qui vise à reprendre l'acquis européen en la matière, qui concerne la production, la transformation, l'étiquetage et la certification.

***Coton:** Fin avril, le ministère de l'agriculture a annoncé que le gouvernement allait verser une aide couplée de 10 000 UAH (environ 205 EUR) par hectare pour la culture de coton dans les trois oblasts méridionaux de l'Ukraine (Odessa, Mykolaïv et Kherson). Si les tous premiers résultats semblent relativement décevants compte tenu des rendements faibles (environ 1 t/ha maximum, alors que la moyenne se situerait autour de 1,8 t/ha) et des coûts d'une telle production, la NAAS estime que 3 à 5 années d'essais complémentaires de culture du coton sont nécessaires avant d'être en mesure d'en lancer une culture industrielle.

***Fruits et légumes:** Mi-avril, le gouvernement a annoncé avoir étendu le programme 5-7-9 pour les agriculteurs et entreprises souhaitant construire des entrepôts de légumes et de pomme de terre. D'après le ministère de l'agriculture, 35% de ces produits seraient perdus après la récolte du fait d'un manque d'entrepôts adaptés; pour y remédier, il faudrait augmenter les capacités de stockage de légume de 1,1Mt.

Pour mémoire, lancé en 2020, le programme 5-7-9 est un programme de crédit à taux bonifié, dans lequel l'État ukrainien compense partiellement les taux d'intérêts des prêts octroyés par les banques commerciales publiques et privées. Il est destiné aux petites et moyennes entreprises, y compris agricoles.

4. Commerce international agricole

***Fret maritime:** Fin mai, après son déploiement dans les ports de Réni, Izmaïl et Tchornomorsk, le logiciel DocPort, qui permet de gérer plusieurs procédures administratives portuaires de manière dématérialisée, a été déployé dans le port d'Odessa. Il permettrait de gagner entre une à six heures par bateau et d'augmenter ainsi la capacité du port de 3 à 5%. Il devrait être déployé dans le port de Pivdenny en juin ou juillet 2025.

D'après les premières estimations du ministère du développement des communautés et des territoires, restaurer les ports ukrainiens coûterait au moins 1 Md EUR.

Début avril, les autorités ukrainiennes des ports maritimes (USPA) ont réalisé une visite de terrain dans les ports ukrainiens du Danube, Reni et Izmaïl, afin de déterminer les moyens d'améliorer leur compétitivité.

***Fret terrestre:** Mi-mai, l'entreprise Medlog (filiale de l'armateur italo-suisse MSC) a acquis 50% de l'entreprise logistique ukrainienne intermodale N'UNIT ainsi que 25% du terminal transfrontalier de Mostyska (dans la région de Lviv, au nord-ouest du pays; le reste du terminal est détenu à 25% par le projet *Mostyska Dry Port* et à 50% par l'entreprise Lemtrans, propriété de Rinat Akhmetov).

Début mai, la commune de Hlyboka, dans l'oblast de Tchernihivsi (ouest du pays), a annoncé le lancement de la construction du terminal terrestre multimodal de Fichka-Nov, situé à la frontière avec la Roumanie.

Fin avril, l'EBA s'est plainte de la nouvelle augmentation des tarifs d'UZ pour le fret ferroviaire en direction des ports de Tchornomorsk et Odessa. Valeriy Tkachev, directeur adjoint du département commercial d'Ukrzaliznytsia (UZ, le conglomérat ferroviaire public) a expliqué que la différence de tarifs pratiqué pour acheminer des produits agricoles au port de Pivdennyi ou aux ports d'Odessa et de Tchornomorsk était due à des restrictions logistiques. En effet, en raison, d'une part, des frappes sur les infrastructures énergétiques de la région d'Odessa et, d'autre part, des frappes sur les infrastructures stratégiques (notamment le pont de Voznesensky, reconstruit en janvier 2025), le tronçon de Popomna-Kolosivka, bien que plus court, a des capacités de transport de fret limitées. Il n'est donc utilisé que pour le port de Pivdennyi, UZ utilisant le tronçon de Podilsk pour les deux autres ports.

Début avril, UZ, en coopération avec MSC et Melog ont lancé une voie rapide de train de conteneurs reliant Kyïv à Gdansk (au nord de la Pologne) en quatre jours.

***Port de Bilhorod-Dnistrovskiy :** Grâce à un investissement commun de 108 MEUR de la BERD et de la BEI, 230 des 320 kilomètres de voie ferrées reliant le port de Bilhorod-Dnistrovskiy (situé dans l'oblast d'Odessa, dans l'estuaire du Dniestr, au sud-ouest du pays) à Galati, port roumain du Danube, par la Moldavie, vont être modernisés d'ici la fin de l'année 2025.

***Politique commerciale ukrainienne :** A l'occasion de la 92^e assemblée générale de l'OMSA à Paris fin mai, Sergiy Tkachuk, chef du service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS), a rencontré la DG SANTÉ, afin d'évoquer notamment l'ouverture du marché européen aux exportations ukrainiennes de bovins vivants, d'œufs à couver et de poussin de un jour, de porc et de viande porcine.

Fin mai, le vice-ministre de l'économie et représentant au commerce de l'Ukraine, Taras Kachka, a rapporté que, dans une lettre au président américain Donald Trump, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, aurait proposé aux États-Unis de conclure un accord de libre-échange (ALE). Il a ajouté que l'Ukraine souhaitait signer des ALE avec chaque pays du G7. Cette demande corrobore les discussions entre Premier ministre ukrainien, Denis Schmyhal, et le secrétaire au Trésor étatsunien, Scott Bessent, qui étaient convenus, lors d'une rencontre à Washington fin avril, de travailler sur un ALE.

Fin mai, Taras Kachka a donné des précisions sur les grandes lignes de la stratégie de l'Ukraine à l'exportation d'ici 2030, qui est en cours de définition par le ministère de l'économie. Il a réaffirmé que la priorité ukrainienne en la matière sera la montée en valeur de la production et des exportations ukrainiennes. Une partie de la stratégie sera également consacrée à la mise en œuvre de la stratégie « *Made in Ukraine* », présentée comme en étant une « pierre angulaire ».

Début avril, dans une longue [entrevue](#) donnée au journal *Ekonomichna Pravda*, Taras Kachka revient notamment sur les conséquences de la guerre commerciale avec les États-Unis. Il relativise leurs conséquences sur l'économie ukrainienne, considérant leur portée mondiale (ce qui fait que les concurrents de l'Ukraine sont également touchés par ces droits de douane), le fait que les PME ukrainiennes, qui seraient les plus touchées, pourraient également s'y adapter les plus facilement et l'existence d'autres marchés pour les exportateurs ukrainiennes.

***Sucre :** D'après Ukrtzukor (l'association des producteurs de sucre ukrainiens), entre septembre 2024 et avril 2025, l'Ukraine a exporté 494 000 t de sucre, les trois premières destinations étant la Turquie (16% des volumes), la Libye (11%) et l'UE (10%).

Fin mai, la présidente de l'association des producteurs de sucre ukrainiens, Ukrtsukor, Yana Kavouchevska, a expliqué que du fait de la guerre, l'Ukraine avait perdu l'accès à ses marchés d'exportations traditionnels d'Asie centrale mais avait exporté vers l'UE, dont elle était toutefois, selon elle, en train de perdre l'accès du

fait de la réintroduction de quotas d'importation. Désormais, l'Ukraine devrait exporter vers le marché mondial, qui est plus volatile et dont l'accès est plus coûteux, ce qui rendrait impossible la définition d'une stratégie d'exportation de long terme. Elle estime donc que le marché européen est « critique » pour garantir un débouché stable au secteur ukrainien du sucre. Elle appelle donc le gouvernement à négocier, d'une part, une augmentation du quota tarifaires de sucre avec l'UE et, d'autre part, à une levée des droits d'importation de sucre ukrainien vers les pays de l'accord de libre-échange centre européen (CEFTA, zone de libre-échange qui unit l'Albanie, la Serbie, le Kosovo, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord et la Moldavie).

***Œufs :** Début mai, le Canada a ouvert son marché aux œufs de table en provenance d'Ukraine.

***Fromages :** Fin avril, Arsen Didur, directeur exécutif de l'union des transformateurs de lait ukrainiens, s'est inquiété de l'augmentation de la part des fromages importés (notamment de Pologne) dans la consommation intérieure, qui aurait atteint 47% début 2025, contre 11 à 15% en 2014-2015. D'après lui, l'Ukraine consomme 8 000 t de fromage par mois, dont 3 000 t de fromages de importés légalement et 1 000 t de fromages importés illégalement (i.e. sans contrôle sanitaire ni dédouanement).

***Arômes naturels :** Fin avril, Ukrkondprom (l'association professionnelle regroupant les producteurs de confiserie, de concentrés et d'amidon) s'est inquiétée publiquement de la suspension depuis novembre 2024, par les douanes ukrainiennes, des importations en provenance de l'UE d'arômes naturels alimentaires, suspension qui pourrait menacer, à terme, la production de certains produits en Ukraine.

5. Affaires européennes

***Adhésion à l'UE :** La préparation des négociations d'adhésion continue. Courant mai, le ministère de l'agriculture ukrainien a notamment participé à des simulations des séances de criblage (*screening*, dont l'objectif est de dresser un bilan à date de l'écart existant entre les réglementations européenne et ukrainienne) pour les chapitres de négociation sous sa responsabilité. Ces séances de criblage auront lieu à l'automne prochain.

En outre, courant mai, le projet de coopération européen en matière d'agriculture (IPRSA) ont organisé des formations pour les agents du ministère de l'agriculture sur la mise en place d'une agence de paiement.

Mi-mai, le premier vice-ministre de l'agriculture, Taras Visotsky, a annoncé que la priorité législative du ministère d'ici la fin de l'année 2025 en matière de reprise de l'acquis serait la mise à jour de la réglementation ukrainienne sur l'agriculture biologique.

Mi-mai, le ministère a également annoncé avoir développé un premier prototype de système de connaissances et d'innovation agricoles (AKIS), avec la création de huit plates-formes régionales.

A l'occasion de son déplacement à Bruxelles, le ministre a rencontré les organisations professionnelles agricoles européennes (COCERAL, CELCAA, EDA, CIUS, CEFS, UECBV) et ses homologues de Belgique, de Tchéquie et d'Allemagne.

Fin avril, lors d'une entrevue donnée à Radio Svoboda, Marta Kos, commissaire européen à l'élargissement, a évoqué l'idée de séparer la question de l'adhésion de l'Ukraine de celle de la Moldavie, comme ce fut le cas par le passé entre l'Albanie et la Macédoine du Nord. La vice Premier ministre chargée de l'intégration européenne et euro-atlantique et ministre de la justice, Olha Stefanichina, a vivement réagi à cette idée estimant qu'elle n'était « pas constructive ».

Début avril, le Premier ministre ukrainien, Denis Schmyhal, a déclaré être convaincu que l'Ukraine rejoindrait l'UE immédiatement après la fin de la guerre.

***France :** Début mai, quatre experts techniques français sont arrivés en Ukraine, afin d'aider le gouvernement ukrainien dans la reprise de l'acquis européen. Deux d'entre eux, Valérie Dermaux et Jocelyn Mérot, ont été placés auprès du ministère de l'agriculture, qu'ils conseillent en matière sanitaire et phytosanitaire.

Début mai, Guillaume Gandon (vice-président de la confédération générale des planteurs de betteraves - CGB) et Timothé Masson (directeur des questions économiques et internationales de la CGB) se sont rendus en Ukraine, déplacement à l'occasion duquel ils ont notamment pu se rendre sur le terrain et rencontrer leurs homologues, des institutions et des entreprises ukrainiens.

***Danemark :** Mi-mai, Vitali Koval s'est rendu au Danemark pour une visite de plusieurs jours. A cette occasion, il a visité des entreprises agricoles, des universités, un incubateur agro-technologique et une association de promotion, ainsi que les ministres des affaires européennes et de l'écologie du Danemark. A l'occasion de ce déplacement, il a également signé avec son homologue danois un mémorandum en matière de coopération bilatérale agricole.

***Suède :** Mi-mai, à l'issue de son voyage au Danemark, Vitali Koval s'est rendu en Suède, où il a notamment rencontré son homologue suédois, le directeur général de l'agence suédoise de développement international et des entreprises agricoles.

A l'occasion de son déplacement à Bruxelles fin mai, il a signé un mémorandum de coopération en matière agricole dans les champs suivants : les chaînes de valeurs agricoles et les infrastructures, l'assistance technique dans l'agriculture, les pêches, l'industrie agro-alimentaire et l'irrigation, la reprise de l'acquis européen, la coopération entre entreprises et associations professionnelles dans toutes les filières agricoles, le développement de l'industrie agro-alimentaire et le transfert de connaissance en matière d'agriculture durable.

***Tchéquie :** Fin mai, Vitali Koval a participé au séminaire gouvernemental entre la République

tchèque et l'Ukraine. À cette occasion, son homologue et lui ont signé un mémorandum de coopération en matière agricole, qui couvre les champs suivants : l'adhésion à l'UE et la reprise de l'acquis européen, le développement de l'élevage, des grandes cultures et de l'aquaculture, les contrôles sanitaires et phytosanitaires, la sécurité sanitaire des aliments, les échanges scientifiques et éducatifs, ainsi que le renforcement du commerce bilatéral.

***Pays-Bas :** Mi-avril, à Lviv, dans le cadre de la seconde conférence intergouvernementale néerlando-ukrainienne sur le soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE, une table-ronde entre les représentants du forum agraire national ukrainien (UNAF, qui rassemble les principales organisations professionnelles agricoles ukrainiennes) et de la LTO (l'association agricole et horticole néerlandaise) a été organisée. A cette occasion, ils ont notamment identifié les priorités de coopération bilatérale : soutien au gouvernement en matière d'adhésion à l'UE ; coopération dans les secteurs du lait, des pommes de terre et de l'horticulture ; organisation de formation et de transfert de technologie. Une [déclaration conjointe](#) a été publiée à l'issue.

Mi-avril, grâce au soutien des gouvernements du Pays-Bas et de la Suisse, une délégation de fonctionnaires ukrainiens a fait un voyage d'étude aux Pays-Bas sur la question de la mise en œuvre de la législation européenne en matière de bien-être animal. Une autre visite est prévue à l'automne 2025.

6. Affaires étrangères

***PAM :** Du fait de la réduction des financements humanitaires, le PAM est obligé de revoir ses programmes en Ukraine : ainsi, à partir du mois de juin, la viande contenue dans les rations alimentaires qui sont distribuées a été remplacée par des légumineuses, et le montant des aides sociales qu'ils donnent ont été réduites (de 36 USD à 27 USD par mois).

***FAO :** Mi-mai, la FAO a lancé avec le soutien de l'UE un programme visant à distribuer des bons d'achats de 1 000 USD aux agriculteurs de la région de Soumy (au nord-est) afin de les aider à acheter des semences et des engrais. Pour en bénéficier, les agriculteurs doivent cultiver entre 50 et 300 ha.

Mi-avril, la FAO a présenté son [« Emergency and Early Recovery Response Plan » 2025-2026](#), qui devra être doté de 150 MUSD : 53 MUSD seraient consacrés aux situations d'urgence (notamment en soutenant la production locale) et 97 MUSD seraient consacrés à soutenir la reconstruction du secteur agricole (en se consacrant sur deux priorités : la dépollution des sols et le soutien aux chaînes de valeur).

***Banque mondiale :** Fin avril, la société financière internationale (IFC, membre du groupe de la Banque mondiale, qui finance le développement du secteur privé dans les pays émergents) et Ukrsibbank (filiale ukrainienne de BNP Paribas) ont annoncé lancer une

nouvelle *Risk Sharing Facility* de 66 MEUR : l'IFC couvrira 50% du risque des crédits octroyés aux PME des secteurs critiques, dont l'agriculture.

***OCDE :** Vitali Koval a participé à la rencontre début mai du gouvernement ukrainien avec l'OCDE, co-présidée par le Premier ministre ukrainien, Denis Schmyhal, et le secrétaire général de l'organisation, Mathias Corman.

***Canada :** Début mai, le ministère de l'agriculture a annoncé le lancement de l'initiative HONOR, mise en œuvre par l'ONG canadienne SOCODEVI. Soutenu par le gouvernement canadien, elle vise à soutenir le développement de la production et des exportations agricoles, le développement de cinquante coopératives et l'activité de 5 000 agricultrices. Les secteurs soutenus sont le lait, les petits fruits, les légumes, le miel et les céréales et oléagineux. Il est doté de 20 MCAD (soit environ 12,5 MEUR) sur 7 ans.

***Chine :** Fin mai, une rencontre a eu lieu entre le ministère de l'agriculture (représentée par Oksana Osmachko), l'administration régionale militaire de Transcarpathie (représenté par son gouverneur) et la Chine (représenté par son ambassadeur en Ukraine) sur les perspectives de coopération agricole bilatérale dans la région.

***Corée du Sud :** Courant avril, Vitali Koval a eu des échanges avec les entreprises coréennes de machinismes agricoles Daedong Corporation et LS Group, cette dernière prévoyant notamment de construire une usine de tracteurs en Ukraine.

***Afrique du Sud :** Fin avril, Vitali Koval a accompagné Volodymyr Zelensky dans son déplacement en Afrique du Sud, dont un des objectifs était le renforcement des liens économiques, y compris en matière agricole.

***Côte d'Ivoire :** Début mai, Vitali Koval a eu un échange avec son homologue ivoirien Kobenan Kouassi Adjoumani, lors duquel ils ont échangé sur les possibles champs de coopération : approfondissement des relations commerciales, éducation, transformation agro-alimentaire, développement agricole, réhabilitation des sols, etc.

7. Entreprises, marchés agricoles et infrastructures

***Résultats pour 2024 :** Parmi les six Ukrainiens figurant sur la liste Forbes des personnes les plus fortunées du monde se trouvent notamment Rinat Akhmetov (avec une fortune estimée à 7,9 Md USD), propriétaire de l'agro-holding Harveast, Petro Poroshenko (avec une fortune estimée à 1,8 Md USD), ancien président de l'Ukraine et propriétaire de l'entreprise Roshen et d'UPI-Agro et Andriy Verevskyy (avec une fortune estimée à 1,4 Md USD), propriétaire de Kernel.

Fin avril, la *IT Ukraine Association* a rendu public son [Ukrainian AgriTech Industry Navigator](#) qui publie notamment les résultats du secteur des technologies agricoles en 2024 et un panorama des 100 entreprises ukrainiennes les plus importantes dans ce secteur.

***Astarta :** Mi-mai, Astarta-Kyiv (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive plus de 215 000 ha pour la production conventionnelle et biologique

de céréales et d'oléagineux (soja et colza), de sucre, de produits laitiers, de viande bovine et de bioénergie) a signé un accord avec la société financière internationale concernant le financement de la construction de son usine de concentré protéique soja dans l'oblast de Poltava (à l'est du pays). Ainsi, l'entreprise bénéficiera de 40 MUSD de prêts (27 MUSD de l'IFC et 13 MUSD de prêts concessionnels du gouvernement néerlandais). D'après l'IFC, ce projet devrait permettre de rapporter 680 MUSD de devises étrangères et 116,5 MUSD de revenus à l'économie ukrainienne ; 3 000 emplois seraient créés. D'après Astarta, le concentré protéique de soja produit serait principalement destiné aux élevages norvégiens de saumons. La molasse de soja produite resterait en Ukraine pour produire du biogaz. Son objectif est de concurrencer l'usine de Sodroujestvo, située à Svetly, dans l'enclave russe de Kaliningrad.

Dans le cadre du programme [AgriAcademy](#) (une plateforme de formation en ligne lancée en 2022 par la BERD à destination des acteurs ukrainiens de l'agriculture et de l'agro-alimentaire), la BERD et Astarta ont prévu de réaliser 25 cours, dont les deux premiers ont été mis en ligne début mai.

***Continental Farmers Group :** Continental Farmers Group (une des plus grandes *agroholdings* opérant en Ukraine, détenue par le fonds souverain saoudien Salic UK, et qui cultive 195 000 ha de terres pour la production de céréales et d'oléagineux) a annoncé début avril avoir commencé la culture de pommes de terre dans les régions de Lviv et de Ternopil (ouest du pays). Pour cette campagne, l'entreprise a planté 2 100 ha : 60% pour des chips, 24% pour des pommes de terre de consommation et 16% pour des plants.

***Kernel :** Kernel (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 363 000 ha, principalement pour la production d'huiles de tournesol, de colza et de soja) a essayé d'acquérir l'autre *agro-holding* ukrainienne IMC mais n'y a pas été autorisée par l'autorité de la concurrence ukrainienne.

Fin mai, Kernel a annoncé lancer le programme « Open AgriClub » pour les agriculteurs cultivant moins de 1 500 ha, qui consiste à leur proposer gratuitement un service de conseil en matière de financement, d'agronomie, de négociations commerciales ou encore de gestion administrative.

***MHP :** Fin avril, MHP (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 362 000 ha, principalement pour la production de viandes de volailles) a annoncé avoir conclu un accord pour acquérir 91,77% d'UVESA Group (entreprise espagnole produisant de la viande de volaille et de la viande de porc). Début mai, le comité anti-monopole ukrainien a autorisé ce rachat.

Dans son rapport annuel pour 2024, publié fin avril (disponible [ici](#)), MHP rapporte notamment avoir racheté 100% des parts de l'entreprise croate Toni d.o.o., pour 14,3 MUSD, afin « d'améliorer la stabilité de notre chaîne d'approvisionnements en céréales pour nos marchés slovènes et croates ». Cette entreprise est spécialisée dans le négoce, le séchage et

le stockage de céréales. De même, MHP a acheté 70% des parts de l'entreprise britannique KK & Sons Group Ltd, pour 3,9 MUSD, afin « d'étendre [ses] capacités logistiques [...] en Ukraine et à l'étranger ».

Parmi ses résultats financiers, on peut noter des revenus stables (à 3,1 Md USD, dont 1,8 Md à l'exportation) et une augmentation de 30% de son profit (à 440 MUSD soit 14% de marge opérationnelle) et de 27% de son *EBITDA* ajusté (à 566 MUSD soit 19% de marge *EBITDA* ajusté).

Le directeur général adjoint de MHP et ancien ministre de l'agriculture ukrainien, Youri Melnyk, a été élu co-président du conseil d'affaires conjoint entre l'Ukraine et l'Arabie Saoudite.

Mi-avril, MHP rapporte expérimenter l'introduction dans ses rotations de la moutarde et du chanvre industriel.

Début avril, MHP annonce avoir lancé son propre laboratoire « agro-chimique » afin de pouvoir analyser les sols qu'elle cultive.

***UPI :** Mi-avril, Ukrprominvest-Agro (une grande *agroholding* qui cultive 108 000 ha pour la production de céréales, d'oléagineux, de betteraves à sucre, pour l'élevage porcin et de vaches laitières, ainsi que pour la production de sucre, de produits de la boulangerie ; propriété de l'ancien président ukrainien Petro Porochenko) a annoncé avoir commencé la production de sucre à partir de sirop dans son usine de Haisyn, qui serait la première usine ukrainienne à avoir introduit cette technologie. 26 000 t de sucre devraient être extraites des 48 000 t de sirop de sucre produits lors de la campagne 2024.

***Vitagro :** Début avril, Vitagro (qui cultive 85 000 ha pour la production de céréales, d'oléagineux, de légumes, ainsi que pour l'élevage porcin et de vaches laitières) a annoncé que la construction de trois poulaillers, lancés en 2024, poursuivait son cours. Son objectif est d'augmenter ses capacités d'élevage de 75 000 à 1 M de poulets.

***TAS :** Fin mai, TAS Agro (qui cultive 88 000 ha pour la production et l'exportation de céréales et d'oléagineux et pour de l'élevage laitier, elle appartient à TAS Group, société de l'homme d'affaires Serhiy Tigipko, active dans la banque, les assurances, l'industrie, la logistique, la construction, l'énergie, les mines et l'immobilier) a expliqué avoir abandonné la culture de betterave à sucre mais d'essayer celle du chanvre industriel, sur 160 ha.

Mi-mai, TAS Agro a annoncé un investissement de 20 MUSD pour la construction d'un parc industriel « *Fruit Industry* » de 12 ha dans la région de Tchernivtsi (ouest du pays). L'objectif principal est d'augmenter les capacités de la filiale « *Interjuice Bukovina* ». Ainsi, les capacités de transformation quotidiennes devraient passer de 350 t à 1 300 t de pommes, permettant de produire ainsi 200 t de jus concentré. La production devrait débuter en novembre 2025. Le projet comprend aussi la construction d'un complexe comprenant des unités de surgélation et de

réfrigération, de déshydratation et de sublimation, ainsi qu'une unité de biogaz et une centrale solaire.

***OKKO :** Mi-mai, Vasyl Daniyliak, directeur général du groupe Okko (distributeur de carburants ukrainien), annoncé que son groupe avait acquis 17 000 ha de terres, situés au nord de la région de Ternopil et au sud de la région de Rivne (à l'ouest du pays), portant à 50 000 ha la surface totale cultivée par l'entreprise.

***IMC :** Début mai, IMC (l'une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui produisait du lait avant février 2022 et qui, depuis, cultive 116 000 ha pour la production et le négoce de céréales et d'oléagineux) a publié ses résultats annuels pour 2024, rapportant notamment un *EBITDA* atteignant 86 MUSD. Au regard de ses résultats, l'entreprise a annoncé fin mai verser 22,4 MEUR de dividendes à ses actionnaires.

***Alviva :** Alviva Group, qui détient notamment Kyivkhlil, le premier groupe de boulangerie ukrainien, a annoncé louer 4 000 ha de terres dans les régions de Kyïv et Tchernihiv (nord-est) pour produire sa propre matière première.

***Bayer :** Mi-avril, en lien avec le ministère de l'agriculture et l'ONG « association ukrainienne des communautés », Bayer a lancé un programme de don de semences de maïs aux agriculteurs cultivant 5 à 500 ha dans certaines régions proches de la ligne de front (Donetsk, Zaporijjia, Soumy, Kharkiv et Tchernihiv). Chaque agriculteur a pu recevoir des semences pour semer jusqu'à 25 ha. En tout, l'entreprise a donné de quoi semer 10 000 ha.

8. Enjeux sanitaires et phytosanitaires

***Sécurité sanitaire des aliments :** Mi-avril, le journal *Unian* a publié une [enquête](#) sur des cas de vente de produits alimentaires périmés dans certains marchés en plein-air à Kyïv, reprochant aux autorités sanitaires une certaine inertie.

***PPA :** D'après le ministre de la politique agricole et de l'alimentation, Vitali Koval, 37 foyers de PPA ont été déclarés dans 12 régions d'Ukraine depuis le début de l'année 2025. 14 concernent les élevages et 23 concernent la faune sauvage. Fin avril, un cas de PPA en faune sauvage a été déclaré dans l'oblast de Mykolaïv (sud du pays). Début avril, un cas de PPA en faune sauvage a été déclaré dans l'oblast de Tcherkassy (centre du pays).

***Rage :** Fin avril, un cas de rage d'un animal domestique a été déclaré dans l'oblast de Kharkiv (est du pays). En avril, 10 cas de rage ont été déclarés dans l'oblast de Kivorohrad (centre du pays), portant à 67 le nombre de cas depuis le début de l'année 2025, soit près de deux fois plus qu'en 2024 à cette même période.

***Fièvre aphteuse :** Des réunions et actions de communication sont régulièrement organisées par le gouvernement pour prévenir l'introduction la fièvre aphteuse en Ukraine. Plusieurs mesures ont également été prises. Notamment, le pâturage dans la zone de 10 km longeant la frontière de l'Ukraine avec l'UE et les importations de produits animaux en provenance de la Hongrie et de la Slovaquie ont été interdits.

***Botulisme :** Début avril, des cas de botulisme d'origine alimentaire ont été déclarés dans l'oblast de Dnipropetrovsk (centre-sud du pays); les malades l'auraient contracté en consommant de la salaison de leur propre production.

9. Moldavie (partie réalisée avec l'aide du SER de Bucarest)

***Irrigation :** Sur les 88 systèmes centralisés d'irrigation existants en Moldavie, seuls 22 seraient actuellement fonctionnels. Début avril, le ministère de l'agriculture moldave, en partenariat avec la BERD, a lancé une étude de faisabilité pour la réhabilitation de trois systèmes d'irrigation (Gotești/Polderul III, Masivul Căușeni et Puhăcenii de Sud). L'étude, attendue pour fin juillet, évaluera la faisabilité technique et économique du projet. Ces infrastructures pourraient irriguer environ 12 500 ha de terres agricoles. Les premières estimations du coût total de réhabilitation est de 60 M EUR.

En parallèle, des travaux de réhabilitation financés par la Banque mondiale ont débuté à Crocmaz et Căplani (district de Ștefan Vodă, sud-est du pays).

***Commerce Ukraine-Moldavie :** Début avril, à l'occasion d'une rencontre interparlementaire, l'Ukraine et la Moldavie ont annoncé le projet de restaurer la route fluviale entre Yampil (situé dans l'oblast de Vinnitsa, à l'ouest de l'Ukraine et au nord de la Moldavie) et Cosăuți (situé en Moldavie, de l'autre côté du fleuve Dniestr), ce qui permettrait de mettre en place une route commerciale contournant la Transnistrie.

En juin 2023, le ministère des infrastructures ukrainiens avait déjà évoqué l'idée de la construction d'un pont reliant les deux villes.

***Commerce États-Unis-Moldavie :** L'introduction d'une taxe unique de 31% par l'administration Trump suscite de vives inquiétudes parmi les exportateurs moldaves, notamment dans le secteur vitivinicole, qui représente une part importante des exportations vers les États-Unis. Début avril, le Premier ministre moldave, Dorin Recean, a promis un soutien aux entreprises touchées.

***Roumanie :** Début avril, la ministre de l'agriculture moldave, Ludmila Catlabuga, s'est rendue à Bucarest pour rencontrer son homologue roumain. Les deux ministres ont confirmé leur volonté de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine agricole. La Roumanie s'est notamment engagée à fournir un appui technique en matière de reprise de l'acquis européens.

***PPA :** Début avril, l'Agence nationale pour la sécurité alimentaire (ANSA) a signalé deux nouveaux foyers de peste porcine africaine (PPA) en Moldavie : l'un dans un élevage de porcs à Tătărești (district de Cahul, sud-ouest du pays) et l'autre sur des sangliers à Lozova (district de Strășeni, centre du pays).

***Rage :** Début avril, un cas de rage a été détecté chez un chat à Climăuții de Jos (district de Șoldănești, nord-est du pays).

10. Autres

***Business France :** Le bureau de Business France en Ukraine publie une veille économique (celle de mai est disponible [ici](#) et celle d'avril est disponible [ici](#)).

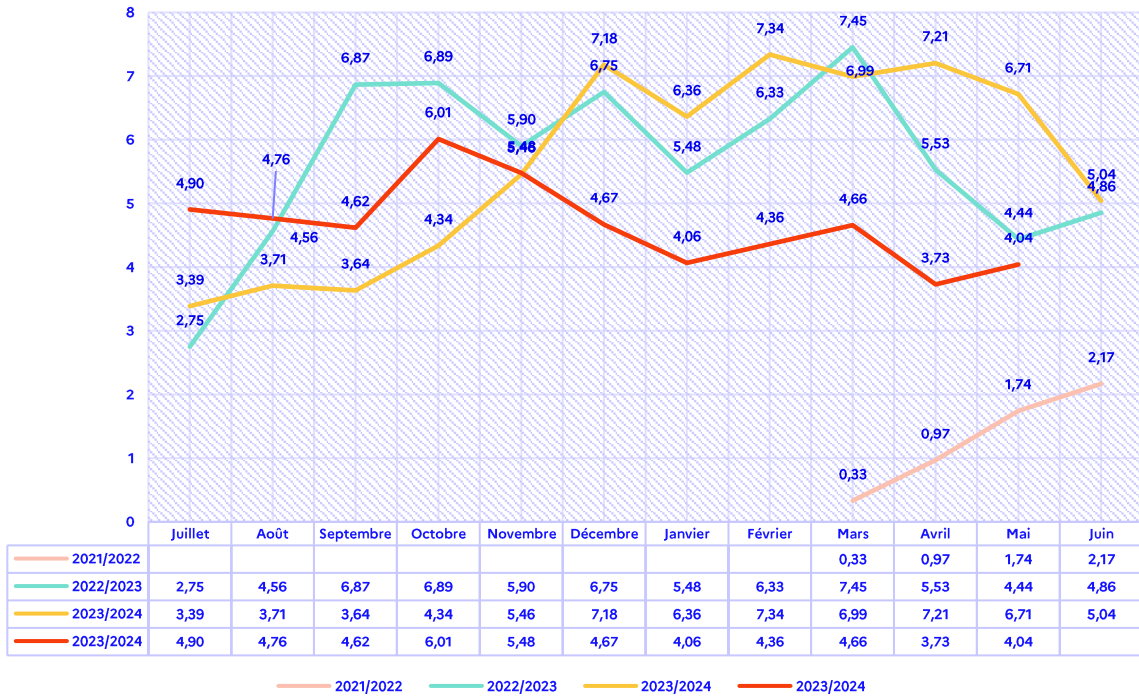
Dans l'édition de mai 2025, un article résume notamment les conséquences du gel tardif de ce mois d'avril : baisse de rendements pour les grandes cultures (notamment le colza) et l'arboriculture (notamment les pommes, les cerises et les abricots).

Dans l'édition d'avril, un article reprend notamment l'information selon laquelle, grâce à ses investissements, la société ukrainienne Agro Kar, basée à Kropyvnytskyi (centre du pays), va passer d'une production de 12 à 50 tracteurs par mois.

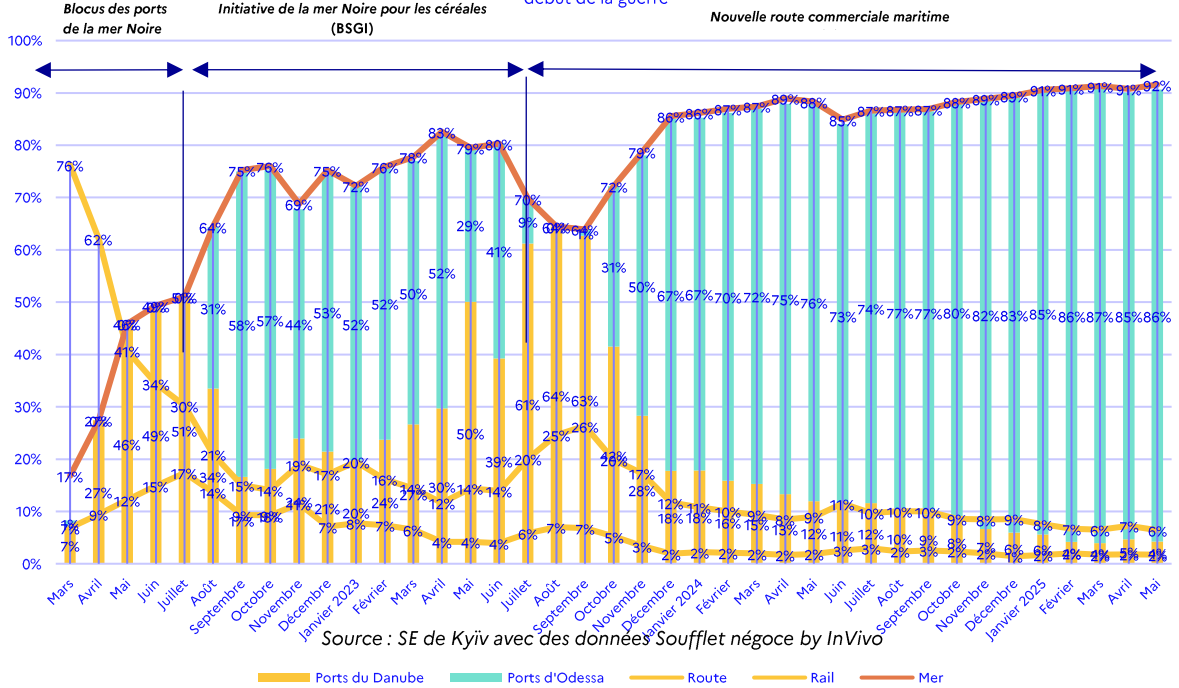
***CCIFU :** La chambre de commerce franco-ukrainienne publie une veille économique (celle de mai est disponible [ici](#) et celle d'avril est disponible [ici](#)).

Dans l'édition de mai 2025, à noter un article sur l'annonce, par la BERD, de l'extension de son mécanisme de partage des risques avec la banque ProCredit Bank Ukraine, grâce auquel les risques de crédit de 70 MEUR de nouveaux prêts émis, seraient en partie couverts. Une attention particulière sera portée d'une part, aux secteurs stratégiques, parmi lesquels figure l'agro-alimentaire, et, d'autre part, aux MPME.

Exportations ukrainiennes de céréales et d'oléagineux par mois depuis le début de la guerre (Mt)



Utilisation des différentes routes commerciales pour les exportations ukrainiennes de céréales et d'oléagineux depuis le début de la guerre



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Kyiv
jean.lanotte@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SE de Kyiv